L'historien, Sisyphe et les parlements

Conclusion: The Historian, Sisyphus and the Parlements

David Feutry

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3128>

DOI : 10.4000/abpo.3128

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 31 octobre 2015

Pagination : 185-192

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

David Feutry, « L'historien, Sisyphe et les parlements », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 122-3 | 2015, mis en ligne le 30 octobre 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3128> ; DOI : 10.4000/abpo.3128

Conclusion

L'historien, Sisyphe et les parlements

David FEUTRY

Docteur en histoire moderne – université Paris-Sorbonne

Par les décrets des 7 et 11 septembre 1790 s'achevait définitivement l'activité des parlements d'Ancien Régime et par la suite de toutes les cours souveraines du royaume. Il ne fallut pas attendre longtemps pour que les contemporains et les historiens s'intéressent aux défunctes institutions, tentent d'en expliquer les fonctions, ou d'y chercher pour certains, les responsabilités dans la chute de l'Ancien Régime. Ce dernier point, le rôle politique des parlements, a longtemps été souligné et apparaît comme la perspective essentielle de l'histoire parlementaire ou histoire des parlements.

Cette obsession tient en grande partie à la polysémie du terme « parlement », qui renvoie à des réalités radicalement opposées de part et d'autre de la coupure révolutionnaire : cour de justice ici, source du pouvoir législatif là. D'aucuns sont tentés de chercher une continuité entre les deux institutions homonymes ou, du moins, de procéder à des filiations par téléologie : l'attitude des parlements d'Ancien Régime ne pourrait se comprendre que par le résultat et le devenir du Parlement, en oubliant un fait essentiel : la disparition d'une pluralité provinciale au profit d'une singularité parisienne et jacobine.

Plus de deux cents ans après leur chute, les historiens continuent de discuter sur les remontrances et les obstacles que constituèrent les parlements face à la monarchie, notamment au XVIII^e siècle. L'historien serait condamné peu ou prou à voir revenir vers lui les mêmes hypothèses, les mêmes conclusions, tel Sisyphe et son rocher. Il convient de revenir sur cette historiographie pour mieux mettre en perspective les apports des communications de cet ouvrage et montrer qu'ils constituent une tentative de dépassement des apories actuelles dans l'histoire des parlements de France.

L'historiographie des parlements ou l'obsession du politique

La légende dorée des parlements

À peine disparus, déjà regrettés. Cet aphorisme pourrait caractériser l'image réinterprétée des rôles et fonctions des parlements, tant la déception fut grande lors de la Révolution et de l'Empire. Nombre d'historiens, de juristes ou d'écrivains n'hésitèrent pas à rappeler et à mythifier le rôle et l'action du Parlement dans ces temps de confiscation du pouvoir. Gabriel Sénac de Meilhan n'hésitait pas à célébrer l'action des cours qui avaient « opposé une courageuse résistance aux entreprises de l'autorité arbitraire¹ » influencée par le despotisme des ministres. Cette sacralisation de la cour, érigée en garde et défenseur de la liberté, transpire d'ailleurs dans les œuvres du chancelier d'Aguesseau, qui restait incontestablement au XIX^e siècle le modèle du parfait magistrat², à tel point que les juristes continuaient encore à faire du Parlement un exemple, notamment dans leur discours de rentrée³. Cet intérêt fut poursuivi par les juristes, souvent membres du ministère public, qui multiplièrent les études sur les parlements dont ils se sentaient les héritiers⁴. Cependant, au fur et à mesure du XIX^e siècle, les lettres noires remplacèrent progressivement les lettres dorées : le Parlement devint le Léviathan de la monarchie, responsable de sa chute finale.

1. SÉNAC DE MEILHAN, Gabriel, *Du gouvernement, des mœurs et des conditions en France avant la Révolution, avec le caractère des principaux personnages du règne de Louis XV*, Paris, Poulet Malassis, 1868.

2. Les publications commencèrent aussitôt après sa mort : entre 1759 et 1789, les libraires Hérisant père et fils s'associèrent à leurs confrères pour publier ses œuvres complètes en treize volumes. Au début du siècle suivant elles furent publiées par Jean-Marie Pardessus, professeur à la faculté de droit de Paris (PARDESSUS, Jean-Marie, *Œuvres complètes du chancelier d'Aguesseau*, Paris, Fantin, 1818-1820, 16 vol.), puis complétées par Dominique Bernard RIVES, *Lettres inédites du chancelier d'Aguesseau*, Paris, Imprimerie royale, 1823, 2 vol.

3. Voir BIDOUE, Frédéric, « Introduction. Quelle culture politique en héritage ? », *Parlements et parlementaires de la France au XVIII^e siècle, Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, 15, 2011, p. 8-15. Il cite très opportunément le discours de rentrée de la cour d'Aix du 3 novembre 1854, intitulé *Discours sur le rôle des parlements comparé à la situation de la magistrature actuelle*.

4. Au cours du XIX^e siècle, chaque parlement fut l'objet d'une étude, menée souvent par des membres du tribunal : Amable FLOQUET, archiviste paléographe en 1821, devint greffier à la cour royale de Rouen (1828-1843) et rédigea une *Histoire du parlement de Normandie*, Rouen, édouard, 1840-1842 ; Gabriel Maximilien-Louis PILLOT, conseiller à la cour d'appel de Douai, publia une *Histoire du parlement de Flandre*, Douai, Adam d'Aubers, 1849. Pour Dijon, *Le parlement de Bourgogne depuis son origine jusqu'à sa chute*, Paris, Durand, 1857, était l'œuvre d'Élisabeth François de LA CUISINE, président de la cour impériale de Dijon et président de l'académie de la ville. La Bretagne, quant à elle, avait eut très tôt de nombreuses plumes, dont les plus célèbres furent Gustave SAULNIER DE LA PINELAIS, avocat général et bâtonnier de l'ordre des avocats de la cour d'appel de Rennes, qui publia en 1902 *Les gens du roi au parlement de Bretagne, 1553-1790*, Rennes-Paris, Picard, 1902 et Frédéric SAULNIER, auteur de d'une somme généalogique et biographique sur l'institution, *Le parlement de Bretagne, 1554-1790*, Rennes, Plihon et Hommay, 1909.

Les parlements, Léviathan de la monarchie

Pierre Gaxotte, historien du règne de Louis XV, représentait l'avis de la majorité des historiens quand il écrivait dans les années 1930 : « Cette rébellion de la magistrature est, sans contredit, l'événement politique le plus important du règne [...]. Elle représente le furieux effort d'une nouvelle classe de privilégiés pour s'emparer de la puissance publique et transformer la constitution du royaume en abaissant la couronne⁵. » Depuis les années 1870 et pour un siècle, les parlements devaient être considérés comme des trublions politiques. La condamnation politique de l'action des parlements, parfois concertée avec l'union des classes, était évidente, elle se doublait d'une condamnation morale, où se mêlaient égoïsme, ambition et défense effrénée des privilèges, et culturelle : les parlements auraient empêché la monarchie d'entreprendre la modernisation du royaume. Nombre d'historiens, influencés par ces conclusions, firent alors un sort rapide aux parlements, boucs émissaires tout désignés pour expliquer les échecs des réformes⁶. On se situait clairement dans le conflit monarchie réformatrice contre ordres privilégiés, interprétation qui fit largement florès dans la première moitié du xx^e siècle et nombre d'auteurs, d'Ernest Glasson⁷ à Alfred Cobban⁸, la mirent en avant pour expliquer l'histoire politique du dernier siècle de l'Ancien Régime. Il ne fallait d'ailleurs pas compter sur la République pour défendre les parlementaires considérés d'abord comme des nobles, mais surtout comme les bourreaux de Calas, du chevalier de La Barre, et les premiers adversaires et contempteurs des Lumières. Leur révolte n'était finalement qu'un épiphénomène totalement inintéressant, mais symptomatique d'une évolution : le sentiment de déclassement des nobles, s'arc-boutant sur leurs derniers privilèges face à une bourgeoisie conquérante en pleine ascension.

Ce revirement historiographique achevant la légende dorée connut une formidable accélération grâce à la plume des historiens de l'Action française. Marcel Marion avait jeté les bases d'une critique radicale du Parlement, que la veine contre-révolutionnaire se plut à amplifier⁹. Jacques Bainville et Pierre Gaxotte ne cessèrent de rendre les parlements coupables de la chute de la royauté, en magnifiant les réformes de Maupeou et de Lamoignon, théoriquement salvatrices mais insuffisantes face à la détermination des cours. À faire de la monarchie l'ultime forme politique possible, souhaitable et regrettée, vecteur de toutes les valeurs

5. GAXOTTE, Pierre, *Le siècle de Louis XV*, Paris, Fayard, 1933, p. 339.

6. LAUGIER, Lucien, *Un ministre réformateur sous Louis XV : le Triumvirat, 1770-1774*, Paris, La pensée universelle, 1974.

7. GLASSON, Ernest Désiré, *Le parlement de Paris, son rôle politique depuis le règne de Charles VII jusqu'à la Révolution*, Paris, Hachette, 1901.

8. COBBAN, Alfred, « The Parlements of France in the eighteenth century », *History*, 35, 1950, p. 64-80.

9. MARION, Marcel, *Machault d'Arnouville. Étude sur l'histoire du contrôle général des finances de 1749 à 1754*, Paris, Hachette, 1891 ; *Id.*, *Le garde des sceaux Lamoignon et la réforme judiciaire de 1788*, Paris, Hachette, 1905.

universelles, les parlements devaient forcément apparaître comme des forces de nuisance et d'opposition. Le coup de grâce aux parlements allait être donné par Michel Antoine qui, influencé en partie par ces idées malgré ses brillantes études sur le Conseil du roi, ne cessa de dénoncer l'attitude des parlements¹⁰. Son *Louis XV*, paru en 1989, vulgarisait pour une nouvelle mais dernière fois l'idée de magistrats hostiles au roi, coupables des troubles politiques, mais aussi source de la désacralisation de la personne royale : « Saisie d'un véritable délire politique, la magistrature non seulement tente de se coiffer de la couronne, mais s'évertue à déconsidérer la personne même du souverain, grossissant ainsi les fantasmes étranges qui poussent une partie de la population à vouer au roi des sentiments de mépris et même de haine¹¹. » Pourtant, cet *opus* apparaissait comme le chant du cygne, tant l'unanimité des condamnations avait éveillé la curiosité et la réaction des historiens.

Le temps de la réhabilitation

Dès les années 1940, les thèses de Pierre Gaxotte avaient suscité des oppositions. Jean égrèt fut précurseur en publiant en 1942 sa thèse sur le parlement de Dauphiné¹². Dès lors, il fut un contradicteur presque systématique des thèses antiparlementaires, mais restait une Cassandre dans le paysage historiographique franco-français¹³. Dans un champ de réflexion franco-français devenu largement stérile, les historiens anglo-saxons jouèrent un rôle essentiel dans l'émergence d'une nouvelle histoire poli-

10. Ce décalage entre ses qualités de chercheur, la pertinence de ses ouvrages, d'une part, et certains jugements un peu rapides d'autre part, a marqué nombre d'historiens : « J'ai toujours été frappé par le contraste signifiant entre les remarquables travaux de Michel Antoine sur les remontrances parlementaires (auxquelles je dois beaucoup) et les conclusions tronquées voire inopérantes conduisant à une condition de soumission indéfinie au pouvoir absolu ; reléguant les parlements et leurs voix à un bruit discordant, sans cesse arc-boutés sur leurs privilèges autant que mus par leur fanatisme, il a voué la compréhension d'un règne à l'impasse » (BIDOUZE, Frédéric, « Pour une autre histoire des parlements au XVIII^e siècle : discours et représentations, une culture française du politique », *Parlements et parlementaires de France au XVIII^e siècle, Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, 15, 2011, p. 115, n. 2).

11. ANTOINE, Michel, *Louis XV*, Paris, Fayard, 1989, p. 567-568. Les titres des chapitres concernant l'opposition parlementaire sont d'ailleurs révélateurs de cette obsession de réduire la deuxième moitié du siècle à un irrémédiable conflit entre parlements et monarchie : « Ligueurs et frondeurs » pour les conflits des années 1740-1750, « La guérilla intérieure » pour l'opposition aux vingtièmes dans les années 1750, « Les fruits de la haine », pour l'attentat de Damiens, « Le front intérieur » pour les conflits des années 1760, y compris en province, « Monarchie ou anarchie » puis « La libération de l'état » pour présenter la réforme Maupeou.

12. ÉGRET, Jean, *Le parlement de Dauphiné et les affaires publiques dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*, Grenoble, Paris, B. Arthaud, 1942.

13. *Id.*, *La Pré-Révolution française, 1787-1788*, Paris, PUF, 1962 ; « Note d'orientation de recherches sur les cours souveraines particulièrement au XVIII^e siècle », dans *CTHS, Bulletin de la section d'histoire moderne et contemporaine*, 5, 1963 et *Louis XV et l'opposition parlementaire, 1715-1774*, Paris, Armand Colin, 1970.

tique des parlements¹⁴. Des historiens comme J. H. Shennan faisaient ainsi un rappel essentiel d'une réalité qu'avaient un peu trop oubliée les Français, piégés par le trompe-l'œil des remontrances : les parlements étaient avant tout des cours de justice, gardiennes des lois, des droits du roi et de plus en plus de l'intérêt général¹⁵. Avant de penser à leurs privilèges personnels, en égoïstes, les parlementaires se devaient de défendre la loi¹⁶.

Surtout, à la lumière de l'expérience politique anglaise et grâce au concept de *judicial politics*, ils transformaient la question de l'opposition en un mécanisme régulé et totalement accepté, fait de discussions et de marchandages permanents entre les différents acteurs. Cette idée, développée par les historiens britanniques, fut utilisée pour la première fois par James D. Hardy¹⁷ en 1967 et fut ensuite souvent reprise et complétée par d'autres historiens, comme William Doyle¹⁸, Julian Swann¹⁹ ou Peter Campbell²⁰, pour comprendre les conflits du XVIII^e siècle. Cette impulsion salvatrice explique l'émergence progressive d'un champ de recherche français renouvelé et rajeuni à partir des années 1980²¹.

14. Sur cette question et sur l'apport des historiens anglais dans la redéfinition des interrogations sur les conflits avec la monarchie, voir SWANN, Julian, « Repenser les parlements au XVIII^e siècle : du concept de "l'opposition parlementaire" à celui de "culture juridique des conflits politiques" », dans LEMAÎTRE, Alain (dir.), *Le monde parlementaire au XVIII^e siècle. L'invention d'un discours politique*, Rennes, PUR, 2010, p. 17-37.

15. SHENNAN, Joseph H., « The political role of the Parlement of Paris, 1715-1723 », *The Historical Journal*, VIII, 2, 1965, p. 179-200 et *The Parlement of Paris*, Ithaca, Cornell University Press, 1968.

16. STONE, Bailey, *The french parlements and the crisis of the Old Regime*, Chapel Hill, North Carolina University Press, 1986.

17. HARDY, James D., *Judicial politics in the Old Regime : the Parlement of Paris during the Regency*, Baton Rouge, Louisiana state University Press, 1967.

18. DOYLE, William, « The Parlements of France and the breakdown of the Old Regime, 1771-1788 », *French Historical Studies*, 6, 1970, p. 415-458.

19. SWANN, Julian, « Parlement, politics and the Parti janséniste: the Grand Conseil Affair, 1755-1756 », *French History*, 1992, 6, 1992, p. 435-461. *Id.*, *Politics and the Parlement of Paris under Louis XV, 1754-1774*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

20. CAMPBELL, Peter, *Power and politics in Old Regime France: 1720-1745*, Londres/New York, Routledge, 1996. *The Origins of the French Revolution*, New York, Palgrave Mac Millan, 2006. *Id.*, « Silent respect obedience : political culture in Louis XV's France », dans SCOTT, Hamish, SIMMS, Brendan (éd.), *Cultures of power in Europe during the long eighteenth century*, Cambridge University Press, 2007, p. 225-248.

21. GRESSET, Maurice, *Le monde judiciaire à Besançon, de la conquête par Louis XIV à la Révolution française*, Lille, 1975, (thèse lettres, Paris 4, 1974). Cette thèse a été publiée en 1978 par le CTHS, sous un titre un peu différent : *Gens de justice à Besançon. De la conquête par Louis XIV à la Révolution française (1674-1789)*, Paris, Bibliothèque nationale, 1978; CUBELLS, Monique, *La Provence des Lumières : les parlementaires d'Aix au XVIII^e siècle*, Paris, Maloine, 1984, (thèse lettres, 1980); CHALINE, Olivier, *Godart de Belbeuf, le Parlement, le roi et les Normands*, Luneray, Bertout, 1996; LE MAO, Caroline, *Les fortunes de Thémis. Vie des magistrats du parlement de Bordeaux au Grand Siècle*, Bordeaux, Fédération historique du Sud-Ouest, 2006, et ead., *Parlement et parlementaires. Bordeaux au Grand Siècle*, Paris, Champvallon, 2007.

Les parlements de l'Ouest : une tentative de dépassement vers de nouveaux champs de recherches

Les parlements semblent donc désormais familiers, tant les études les concernant ont été multiples. Pourtant, si leur rôle politique s'éclaire, beaucoup de points *a priori* évidents sont encore largement méconnus, voire inconnus. Cet ouvrage cherche justement à s'insérer dans les recherches les plus actuelles, en ouvrant aussi de nouvelles pistes de réflexion. Trois axes nouveaux et prometteurs, autrefois angles morts de la recherche sur les parlements, ont été largement réinvestis dans ces articles sur les parlements de l'Ouest.

Nouveaux regards sur les institutions

Institution bien connue, trop connue, le Parlement a pourtant été négligé. Il semblait si familier qu'on en avait oublié l'essentiel : ses archives et son fonctionnement. Or, si beaucoup d'historiens ont insisté sur les conflits politiques, rares sont ceux qui ont cherché à comprendre sa logique de fonctionnement. Fallait-il les blâmer pour autant ? Cela supposait de passer sa vie à écumer les registres et les liasses de minutes des parlements, surtout au civil, beaucoup plus prosaïque que le criminel. Dans les années 1850, le comte de Laborde recevait les archives du parlement de Paris, restées un temps au palais de justice et n'hésitait pas à en dire : « On pourrait croire que tous ces documents sont connus, qu'ils ont été mille fois étudiés, utilisés, mis sous presse ; c'est le contraire qui est vrai. Ils sont entièrement inconnus, car ces archives n'ont jamais été consultées ; c'est une mine qu'on n'a pas explorée, faute d'un fil conducteur ; c'est un trésor fermé dont on n'a pas la clef²². »

Les présentes contributions cherchent justement à combler ces manques pour les parlements de l'Ouest en mettant en avant les archives départementales, municipales et privées. Elles complètent ainsi les travaux actuels et novateurs sur d'autres parlements²³. Les trésors d'archives du parlement de Rennes ont été décryptés et minutieusement étudiés par les contributeurs. Mathieu Pichard a clairement expliqué les difficultés d'un nouveau parlement et de sa pratique balbutiante de l'arrêt civil au ^{xvi}^e siècle, tandis qu'Olivier Chaline ou Julien Niger ont donné de précieux éclaircissements sur le fonctionnement précis de la rédaction des remontrances. Cette acribie à observer et décrire la mécanique du parlement permet aussi d'actualiser et de remettre en perspective de grands épisodes

22. LABORDE, Léon comte de, *Le parlement de Paris, sa compétence. Préface de l'inventaire des actes du parlement de Paris*, Paris, 1863, p. ci.

23. DEMARS-SION, Véronique, MICHEL, Sabrina, « Le parlement de Flandre à travers ses archives », *Revue du Nord*, t. 382, 2009/4, p. 683-918 ; FEUTRY, David, *Plumes de fer et robes de papier. Logiques institutionnelles et pratiques politiques du parlement de Paris au ^{xviii}^e siècle*, Paris, Fondation Varenne, 2013.

de l'histoire de France, comme la guerre de dix ans pour faire appliquer l'édit de Nantes en Bretagne, décryptée par Luc Daireaax.

***Réévaluer le renouvellement
ou la reproduction du personnel judiciaire***

Une autre perspective encore trop partiellement explorée concerne le personnel des parlements. Les rares prosopographies sur les magistrats des cours souveraines ont donné l'illusion d'un recrutement nobiliaire en réaction contre l'irrésistible montée en puissance d'une bourgeoisie conquérante. Cette fermeture aristocratique est largement à réinterroger en s'intéressant aux trajectoires personnelles et particulières des juges. Ces recherches poursuivies chez les gagnants et les perdants de la vénalité des offices soulignent les limites d'un schéma trop simpliste. Le cas breton étudié par Gauthier Aubert est à cet égard éclairant sur la complexité des relations sociales entre les impétrants et la cour, mais aussi des tensions entre les différentes familles au sein du parlement pour faire entrer tel de leurs protégés.

Un aspect peu signalé dans l'historiographie actuelle concerne justement les tensions personnelles et familiales au sein des parlements. Solidaires dans les moments de crise, les parlements connaissaient en temps de calme de nombreuses oppositions pour la domination de l'institution. Cette lutte d'influence s'expliquait par la volonté d'imposer à la tête du parlement des familles pouvant servir de relais pour le pouvoir royal. L'étude d'Antoine Rivault montre toute la difficulté que peuvent avoir parfois les gouverneurs à imposer les choix du roi.

***Connaître l'activité des parlements
pour connaître l'histoire de la province***

L'histoire des parlements a souvent été intégrée dans une histoire politique, souvent nationale. Toutes les oppositions et toutes les crises devaient passer par le prisme de Versailles et du Conseil du roi. Or, encore une fois, les crises ont eu tendance à concentrer les attentions, alors que la majeure partie des archives traite d'une activité quotidienne bien plus routinière, mais non moins importante pour connaître la province. En se concentrant sur les péripéties politiques auxquelles les parlements participèrent (le conflit entre le duc d'Aiguillon et le procureur La Chalotais en Bretagne par exemple, le conflit entre le parlement de Besançon et Bourgeois de Boynes), les historiens ont largement négligé l'apport des archives dans la connaissance locale. Les parlements, tribunaux de dernier ressort de la province, avaient à juger des affaires particulièrement importantes, mais aussi d'autres beaucoup plus futiles, arrivées en appel par la simple pugnacité des plaideurs. Toutes ces affaires contribuent à mieux connaître les problèmes et particularités d'une province.

Cette connaissance est complétée par le rôle réglementaire des parlements. L'activité réglementaire de la cour, largement étudiée dans ce recueil par l'article d'Alain Jean Lemaître, permet de cerner l'étendue des compétences d'un parlement, souvent d'ailleurs en concurrence avec l'intendant. Pour la Bretagne, l'arrivée tardive de l'intendant favorisa durant une grande partie du ^{xvii}^e siècle la toute-puissance de la cour dans la province. Ces arrêts de règlement constituent pour les historiens une source particulièrement féconde, dépassant la simple thématique judiciaire. C'est tout l'intérêt du projet ArParl, dépouillement de plus de 6000 arrêts, dont les premières pistes montrent la richesse espérée des futures conclusions tant dans la dimension juridique (la construction du droit et d'une jurisprudence), culturelle (la construction d'un espace breton cohérent, centré autour du parlement avec une identité propre) que géographique (la connaissance de problèmes précis dans certaines paroisses que l'on connaît peu par les archives). Ce projet, présenté par Aurélie Hess et Gauthier Aubert, montre donc la richesse des archives bretonnes et offrira un formidable outil aux chercheurs, aux érudits ou aux simples curieux, lorsque le dépouillement sera disponible en ligne

•

Fruit de la collaboration de chercheurs spécialistes des institutions et/ou de l'histoire de l'ouest de la France, cet ouvrage cherche à combler les manques d'une histoire des parlements de l'Ouest. L'ambition ne fut pas seulement de rattraper un retard coupable, mais bien de produire un ensemble novateur complétant les recherches les plus actuelles sur les premiers tribunaux de France, en plaçant au centre des études les riches archives dont les chercheurs peuvent disposer. En renversant le paradigme du tout-politique, il s'agissait de mettre un terme au supplice de Sisyphe des historiens. Grâce à la redécouverte des sources, le « retour à l'archive » enrichit considérablement le champ de recherches, presque à l'infini. Un nouveau défi s'offre aux chercheurs confrontés avec les archives des parlements à un nouveau tonneau des Danaïdes.